

RÉALISATION DE LOGEMENTS PUBLICS

Noureddine Moussa affiche son insatisfaction

Le ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme est insatisfait de certains chantiers de réalisation de logements et équipements publics.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Insatisfait, Noureddine Moussa, qui a réuni hier les entreprises de réalisation et les bureaux d'études publics, l'est dans la mesure où dans certaines wilayas, à Ghardaïa et M'sila notamment, des chantiers «fonctionnent à une cadence inacceptable» ou «sont loin d'être des exemples en matière d'organisation et de management».

Et une insatisfaction d'autant plus grande que les entreprises et bureaux d'études, relevant de la SGP Indjab, ont pris des engagements en contrepartie de l'important appui financier et logistique de l'Etat et du plan de charges conséquent dont ces opérateurs bénéficient depuis quelques années.

Soucieux de consolider l'outil national, d'améliorer la solvabilité et l'accès à la commande publique, l'Etat avait accordé dès

2010 des aides et des crédits d'investissements à des conditions avantageuses dans le cadre de l'assainissement financier et la modernisation des entreprises et bureaux d'études publics.

Ainsi, les entreprises publiques ont bénéficié de 18,5 milliards de dinars pour l'assainissement financier et de 25,8 milliards de dinars pour l'investissement. Dans la mesure où leur situation financière était bonne, six bureaux d'études ont bénéficié de 1,9 milliard de dinars pour l'assainissement et de 950 millions de dinars pour l'investissement.

En outre, les entreprises qui ont été réintégrées ont bénéficié de 1,9 milliard de dinars pour l'assainissement et 3,4 milliards de dinars pour l'investissement. Egalement, l'Etat avait décidé la recapitalisation des quatre groupes et agréé la création d'entreprises dans le sud du pays.



Les chantiers fonctionnent à une cadence inacceptable.

En contrepartie de «l'argent» mis par l'Etat, les opérateurs publics se sont engagés à être des «modèles» en matière d'organisation de chantiers, à réaliser leur quota du programme quinquennal, booster la cadence de réalisation de logements, à assu-

rer le recrutement «massif» des jeunes universitaires, à développer la formation professionnelle et le transfert de savoir-faire grâce au partenariat avec des opérateurs étrangers...

Or, et même si l'on annonce la création de quarante-cinq mille

emplois directs et indirects, les partenaires publics semblent donc ne pas respecter de manière suffisante et efficiente leurs engagements. Et ce, au-delà de l'évaluation faite à huis clos entre la tutelle et les représentants de l'establishment de réalisation public. D'où la nécessité de redoubler d'efforts, Noureddine Moussa invitant les entreprises et bureaux d'études à «être capables de gérer et de former».

Auparavant, le ministre de l'Habitat et le secrétaire général de l'UGTA, Abdelmadjid Sidi-Saïd avaient avalisé une augmentation salariale de 15% et de 5% au titre du régime indemnitaire, au profit de 18 000 travailleurs du secteur.

Déjà effective depuis le début de l'année pour les travailleurs des entreprises de gestion et de promotion immobilière, cette revalorisation sera élargie par la suite aux personnels de l'Agence nationale de l'amélioration et Développement du logement et des bureaux d'études.

C. B.

EL TARF

Les éleveurs de Bouteldja occupent la RN 44

Des centaines d'éleveurs de bovins et d'ovins ainsi que des agriculteurs de la commune de Bouteldja ont fermé, hier, la RN 44 à la circulation pour dénoncer la législation douanière dans le volet ayant trait au rayon douanier.

Les protestataires, qui ont barricadé la route par des pneus enflammés, des blocs de pierres et autres objets hétéroclites, estiment que les mesures appliquées sont drastiques, contraignantes, bureaucratiques et vont à l'encontre de leurs intérêts pour développer les élevages d'animaux et les échanges entre maquignons.

«Nous sommes obligés à chaque déplacement à l'intérieur même de notre wilaya de justifier l'origine des marchandises détenuës, en présentant des factures ou des documents douaniers : quittance des droits et taxes — acquits à caution — autorisation de circuler, etc. Ce sont 120 produits qui sont soumis à la législa-

tion douanière. Nous sommes asphyxiés, et il est temps que les autorités procèdent à un allègement de ce dispositif», ont martelé les protestataires en colère.

Il faut savoir que le rayon des douanes comprend, selon l'article 29 du code des Douanes algérien, une zone maritime constituée des eaux intérieures, des eaux territoriales (12 miles marins à l'intérieur de la mer - 1 mile marin = 1,609 km) et de la zone contiguë (50 km au-delà de la limite des eaux territoriales), une zone terrestre qui s'étend à l'intérieur du littoral maritime ou de la frontière terrestre sur une distance de 30 km à vol d'oiseau. En cas de nécessité, cette distance peut être portée à 60 km

pour les wilayas du Nord. La distance terrestre peut être portée à 400 km dans les wilayas de Tindouf, Adrar et Tamanrasset par arrêts conjoints des ministres chargés des Finances, de l'Intérieur et de la Défense nationale.

Par ailleurs, le tracé du rayon des douanes terrestre est fixé par des arrêts du ministre des Finances pour chaque wilaya. Ces arrêts sont publiés au *Journal officiel*, notifiés aux walis et affichés dans les lieux publics, notamment les communes et les services des Douanes concernés.

Il est judicieux d'indiquer que le rayon douanier vise, entre autres, à circonscrire la contrebande qui touche le tabac, le cheptel, le carburant, les fils usagés pour l'électricité, déchets et débris de cuivre, alcool, etc.

Daoud Allam

BOUIRA

Des villageois ferment le siège de l'APC de M'chedallah

Hier, tôt dans la matinée, des dizaines de citoyens issus des localités d'Allaouche et de Thamourth Ouzemmour ont procédé à la fermeture du siège de l'APC de M'chedallah pour dénoncer «le mépris, l'injustice et la marginalisation dont ils sont victimes».

Dans une lettre adressée aux autorités locales et de wilaya, les protestataires exigent le bitumage de la route intercommunale reliant le CW98 à la localité d'Allaouche qui passe par Thamourth Ouzemmour jusqu'à la RN30 dans la commune de Saharidj, le bitumage de la route reliant la localité de Taicht à l'école primaire Moussi-Arezki, le ramassage scolaire, l'intégration de la localité d'Allaouche dans le programme du ramassage des ordures ménagères, l'éclairage public et le téléphone fixe pour les deux localités et, enfin, la réalisation des infrastructures économiques, sociales, culturelles et sportives.

Dans la matinée, une rencontre a regroupé les représentants des deux localités avec le chef de daïra et le P/APC de M'chedallah. Plusieurs engagements ont été pris par les responsables dont le bitumage des routes qui devra se faire par tronçons, le ramassage scolaire qui est tributaire de l'état des routes, le ramassage des ordures ménagères qui sera lancé dès cette semaine au même titre que l'éclairage public.

Enfin, pour le téléphone fixe et les infrastructures comme une salle de soins et autre centre culturel, les demandes seront étudiées au niveau de leurs secteurs respectifs. En tout état de cause, une autre rencontre est prévue dans les prochains jours.

Dans l'après-midi, le siège de l'APC a été rouvert au public.

Y. Y.

PRÉPARATION PSYCHOLOGIQUE DES DÉTENUS CANDIDATS AU BAC ET AU BEM

«Qui goûte au succès ne récidive pas»

Pour le directeur général de l'administration pénitentiaire, Mokhtar Felioune, la réussite d'un détenu dans un examen scolaire peut changer le cours de sa vie.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - En guise de préparation psychologique, les détenus de l'établissement pénitentiaire d'El Harrach, candidats au baccalauréat et au brevet d'enseignement moyen, ont eu droit, hier, à une thérapie de groupe à l'initiative de l'Organisation nationale de la sauvegarde de la jeunesse (ONSJ).

Le DG de l'administration pénitentiaire,

Mokhtar Felioune, qui a pris part à cette première expérience en milieu carcéral, dira à ce propos : «Une thérapie peut être plus utile dans de pareils lieux et circonstances, d'autant plus que le nombre de détenus candidats au bac et au BEM augmente d'année en année.»

En effet, pas moins de 2 303 détenus candidats au bac et 4 061 autres au BEM passeront cette année leurs examens. «Celui qui goûte au succès ne récidive pas. Celui qui réussit en milieu carcéral, découvre l'université à sa sortie de prison, passe à une autre étape de la vie. Celui qui apprend des années durant, chacun selon

la durée de son incarcération, l'histoire, les mathématiques, la science et autres matières adopte une autre mentalité et s'avère plus tard utile à la société. Car, il faut savoir que c'est l'ignorance qui tire vers le bas», explique Mokhtar Felioune.

De son côté, le directeur de l'établissement pénitentiaire d'El Harrach, Mohamed Boudria, a fait savoir qu'il compte cette année 114 détenus candidats au baccalauréat et 221 au BEM. Selon lui, les prisonniers candidats aux examens ont été mis dans des cellules communes pour qu'ils puissent réviser ensemble et se concentrer sur leurs études. En plus des enseignants

détachés par l'éducation nationale, Mohamed Boudria affirme que des enseignants se sont portés volontaires pour assurer des cours de soutien. Interrogé, Abderazek, un détenu candidat au bac, âgé de 23 ans témoigne : «Je suis condamné à deux ans de prison, j'ai purgé déjà une année. Passer cette année mon bac est une grande occasion pour moi, pour aller, après ma sortie de prison, à une autre étape de la vie. Ici, en milieu carcéral, le temps passe lentement, autant donc l'écouler en étudiant. Nous n'avons aucun prétexte pour ne pas réussir étant donné que toutes les conditions sont réunies.»

M. M.